

Règlement de prévoyance

Définitions

App: Application mobile ou web permettant l'ouverture et la gestion de solutions de prévoyance (comme par exemple «bench») par le preneur de prévoyance.

Montant: Versement crédité sur le compte de prévoyance, qui est placé comme épargne dans le cadre de la convention de prévoyance.

LPP: Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité.

OPP 2: Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité.

OPP 3: Ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance.

Versement: Cotisation du preneur de prévoyance à la fondation.

Montant garanti: Montant minimal de la prestation de prévoyance promis par la banque concernée au moment de la prévoyance pour les dépôts d'épargne à taux d'intérêt variable placés par la fondation auprès de la banque dans le cadre de la convention de prévoyance liée (tel que défini dans le paragraphe 6.2), exprimé en francs suisses.

Niveau de garantie: Valeur en pourcentage à partir de laquelle le montant garanti de l'épargne investie est calculé lors du crédit d'une cotisation sur le compte de prévoyance.

Banques partenaires: Banques auprès desquelles les fonds de prévoyance sont placés en tant que dépôts d'épargne dans le cadre de la convention de prévoyance.

CO: Code des obligations.

Valeur de référence: Valeur de référence calculée, basée sur l'évolution de la valeur des placements liquides et dotée en outre d'un mécanisme de contrôle des fluctuations de valeur sur le marché des capitaux.

Règlement: Présent règlement de prévoyance.

Dépôt d'épargne: fonds de prévoyance placés sous forme de dépôt auprès d'une banque partenaire.

Fondation: Fondation de prévoyance «Stiftung Bench 3a».

Convention de prévoyance: Convention de prévoyance relative à la prévoyance individuelle liée (pilier 3a), au moyen de laquelle le preneur de prévoyance charge la fondation d'ouvrir et de gérer un compte de prévoyance.

Compte de prévoyance: Compte pour la prévoyance individuelle liée (pilier 3a) que gère en faveur du preneur de prévoyance la fondation dans le cadre de la convention de prévoyance.

Preneur de prévoyance: Personne qui a conclu une convention de prévoyance avec la fondation.

Date de prévoyance: Date à laquelle la garantie entre en vigueur; sauf accord contraire entre la fondation et le preneur de prévoyance, elle correspond à l'atteinte de l'âge ordinaire de la retraite AVS au moment de la conclusion de la convention de prévoyance.

Liquidation anticipée: Fin anticipée du lien avec la valeur de référence des dépôts d'épargne à taux variable. La résiliation anticipée intervient en vue d'un retrait partiel ou total, ou lors d'un transfert des avoirs de prévoyance avant la date de la prévoyance.

Les termes pour lesquels la forme masculine a été choisie dans le règlement s'appliquent aux membres des deux sexes.

Dispositions générales

1. Objet

- 1.1. La fondation «Stiftung Bench 3a» a pour but la mise en œuvre de la prévoyance individuelle liée au sens de l'article 82 LPP en faveur des preneurs de prévoyance privés et de leurs survivants.
- 1.2. Le présent règlement régit les droits et obligations des preneurs de prévoyance ou des ayants droit vis-à-vis de la fondation.

2. Convention de prévoyance

- 2.1. La conclusion d'une convention de prévoyance entraîne l'ouverture d'un compte de prévoyance. Il est possible de conclure plusieurs conventions de prévoyance.
- 2.2. Peut conclure une convention de prévoyance toute personne qui exerce une activité lucrative et est assurée dans le cadre du premier pilier (AVS/AI) ou qui transfère un avoir de prévoyance lié.
- 2.3. La fondation peut accorder au preneur de prévoyance la possibilité de compléter sa prévoyance personnelle par la conclusion d'une assurance de prévoyance-risque.
- 2.4. La relation de prévoyance expire lors de la résiliation du compte de prévoyance associé.
- 2.5. Le preneur de prévoyance n'a aucun droit sur la fortune libre de la fondation.

3. Comptes de prévoyance

- 3.1. La fondation ouvre et gère un ou plusieurs comptes de prévoyance au nom de chaque preneur de prévoyance. Les comptes de prévoyance servent exclusivement et irrévocablement à la prévoyance individuelle liée du preneur de prévoyance. Chaque compte de prévoyance donne lieu à une relation de prévoyance distincte.
- 3.2. Les fonds de prévoyance sont placés sous forme d'épargne auprès d'une ou de plusieurs banques partenaires, conformément aux instructions du preneur de prévoyance pour le compte de prévoyance concerné.
- 3.3. En cas de liquidation de l'avoir de prévoyance sur un compte de prévoyance, ce dernier est clôturé. La fondation a en outre le droit, mais pas l'obligation, de clôturer sans frais supplémentaires des comptes de prévoyance si ceux-ci ne présentent pas un solde positif au cours d'une année fiscale complète.

4. Banques partenaires

- 4.1. Les banques partenaires sont annoncées de manière appropriée, par exemple par une annonce dans l'application mobile ou sur le site web de la fondation.

Cotisations

5. Montant et conditions du rendement des cotisations

- 5.1. Le titulaire du compte peut cotiser tant qu'il perçoit des revenus soumis à l'AVS en Suisse, qu'il s'agisse de revenus de remplacement ou de revenus liés à une activité.
Si le preneur de prévoyance est par exemple temporairement au chômage, il peut continuer à cotiser à la fondation tant qu'il perçoit des indemnités de l'assurance chômage.
- 5.2. Le preneur de prévoyance peut déterminer librement le montant et le moment des versements jusqu'à concurrence du montant annuel déductible fiscalement autorisé par l'article 7, alinéa 1, OPP 3. Le montant autorisé s'applique à l'ensemble des rapports de prévoyance du pilier 3a.
Les éventuelles cotisations versées en excès sont remboursées conformément aux instructions des autorités fiscales. Les cotisations versées en excès ne donnent pas droit à des intérêts; les éventuelles moins-values réalisées sont à la charge du preneur de prévoyance. Le paragraphe 6.2.5 s'applique par analogie au remboursement des cotisations versées en excès en cas de taux d'intérêt variable.
Les versements ne sont acceptés que sous la forme de dépôts en espèces. La fondation est libre de refuser des versements.
- 5.3. Les versements ne sont en principe déductibles des impôts qu'une fois qu'ils sont crédités sur le compte de prévoyance. Pour être déductibles fiscalement, les versements doivent arriver à temps, de sorte qu'ils puissent être crédités sur le compte de prévoyance en tant que cotisation avant la fin de l'année civile concernée. Un crédit rétroactif des cotisations est exclu.

Comptes d'épargne

6. Calcul des intérêts

6.1. Taux d'intérêt avec taux fixe («intérêt fixe»)

En cas de rémunération à taux fixe, les avoirs de prévoyance détenus sous forme de dépôts d'épargne sont rémunérés au taux d'intérêt fixé périodiquement par la banque partenaire concernée.

Le taux d'intérêt en vigueur est communiqué de manière appropriée, par exemple par une annonce dans l'application mobile ou sur le site web de la fondation.

6.2. Taux d'intérêt variable avec valeur de référence et garantie au moment de la prévoyance («intérêt variable»)

- 6.2.1. Dans le cas d'un taux d'intérêt variable avec valeur de référence et garantie au moment de la prévoyance, la banque partenaire rémunère les avoirs de prévoyance détenus sous forme de dépôts d'épargne, sur la base des variations de la valeur de référence et de la valeur actuelle du montant garanti.

La variation de l'avoir de prévoyance est calculée régulièrement et créditée ou débitée du compte de prévoyance du preneur de prévoyance.

La dépendance à la valeur de référence prend fin dans les 13 mois précédant la date de prévoyance. A compter de cette date, la rémunération de l'avoir de prévoyance est effectuée avec un taux d'intérêt fixe, comme indiqué dans le paragraphe 6.1.

- 6.2.2. Le montant de la garantie est déterminé au moment où le compte de prévoyance est crédité du versement ou de l'avoir transféré correspondant. Il résulte du montant garanti de la variante du produit choisi par le preneur de prévoyance multiplié par le montant placé auprès de la banque partenaire.

6.2.3. Le preneur de prévoyance choisit dans l'App parmi les variantes de produits disponibles tel qu'indiqué dans le paragraphe 6.2.4 celle qu'il souhaite. Les versements ou les avoirs transférés sont crédités sur le compte de prévoyance si la variante de dépôt choisie reste disponible lors du traitement du versement reçu.

Si la variante du produit choisi n'est plus disponible lors du traitement du versement reçu, le compte de prévoyance n'est pas crédité. Dans ce cas, le preneur de prévoyance est invité via l'application mobile ou sous une autre forme appropriée à choisir dans un délai déterminé une variante de produit disponible tel qu'indiqué dans le paragraphe 6.2.4. Si le preneur de prévoyance ne fait pas de nouveau choix dans ce délai, le versement est rejeté et remboursé.

Dans le cas où, lors du transfert d'avoirs provenant d'une autre institution de prévoyance reconnue, la variante du produit choisi n'est plus disponible lors du traitement de l'avoir transféré, la fondation ouvre un autre compte de prévoyance séparé sur lequel l'avoir transféré est crédité. Sur ce compte de prévoyance, le placement s'effectue d'abord dans des dépôts d'épargne à taux d'intérêt fixe auprès de banques partenaires sélectionnées par la fondation, tel que défini dans le paragraphe 6.1. Dès lors que le produit de garantie est à nouveau disponible, conformément au point 6.2.4, le placement correspondant est effectué avec un taux d'intérêt variable.

6.2.4. Les variantes de produit disponibles, avec leur montant garanti, leur valeur de référence et la répartition des dépôts entre les banques partenaires, sont communiquées de manière appropriée et mises à la disposition du preneur de prévoyance, par exemple dans l'application mobile ou sur le site web de la fondation.

6.2.5. En cas de retrait anticipé, le montant versé au preneur de prévoyance peut être supérieur, mais aussi inférieur, au montant garanti, en fonction de l'évolution des marchés monétaires et des capitaux. Le versement a lieu après examen préalable de la recevabilité du motif de retrait ou du transfert de l'avoir de prévoyance. Le calcul des intérêts entre la date du retrait anticipé et le moment de son versement au preneur de prévoyance s'effectue avec un taux d'intérêt fixe, tel qu'indiqué dans le paragraphe 6.1.

Si un retrait anticipé n'a lieu que pour une partie de l'avoir de prévoyance, le montant de la garantie est maintenu au prorata de l'avoir de prévoyance restant par rapport à l'avoir de prévoyance initiale.

6.2.6. Dans des cas exceptionnels, les banques partenaires peuvent, afin de préserver la garantie, procéder à la poursuite de la rémunération variable des avoirs de prévoyance sur la base du taux d'intérêt du marché sans risque calculé par la banque concernée, avec une durée allant jusqu'au moment de la prévoyance. Le montant de la garantie, tel que défini dans le paragraphe 6.2.2, n'en est pas modifié.

Prestations de prévoyance

7. Durée de prévoyance

7.1. La convention de prévoyance prend fin normalement lorsque le preneur de prévoyance atteint l'âge ordinaire de la retraite AVS. Si le preneur de prévoyance prouve à temps qu'il continue d'exercer une activité lucrative, le versement peut être différé jusqu'à cinq ans au maximum après l'âge ordinaire de la retraite AVS. Le preneur de prévoyance a le droit de demander la résiliation de la convention de prévoyance au plus tôt cinq ans avant d'atteindre l'âge ordinaire de la retraite AVS. La convention prend fin prématurément en cas de décès du preneur de prévoyance et entraîne la dissolution anticipée de la relation de prévoyance.

- 7.2. Si la fondation ne reçoit pas de demande de versement ou d'instructions précises quant au compte privé sur lequel elle doit transférer l'avoir de prévoyance dans les 30 jours ouvrables suivant la fin régulière des conventions de prévoyance ou suite au décès du preneur de prévoyance, la fondation est autorisée à transférer l'avoir de prévoyance sur un compte bancaire ordinaire ouvert auprès d'une banque aux conditions habituellement applicables aux comptes bancaires en faveur du bénéficiaire.

8. Retrait anticipé

- 8.1. Le versement anticipé des prestations de vieillesse est possible en cas de résiliation du relation de prévoyance pour l'une des raisons suivantes:
- a) lorsque le preneur de prévoyance perçoit une rente d'invalidité entière de l'assurance-invalidité fédérale et que le risque d'invalidité n'est pas assuré;
 - b) lorsque le preneur de prévoyance:
 - 1) utilise l'avoir de prévoyance pour le rachat dans une institution de prévoyance exonérée d'impôt ou
 - 2) transfère l'avoir de prévoyance dans une autre institution de prévoyance reconnue;
 - c) lorsque le preneur de prévoyance cesse d'exercer son activité indépendante actuelle et commence une activité indépendante d'un type sensiblement différent;
 - d) lorsque l'institution de prévoyance est tenue de procéder au paiement en espèces en vertu de l'article 5 de la loi du 17 décembre 1993 sur le libre passage.

En cas d'utilisation de l'avoir de prévoyance pour un rachat complet au sens du point 1 alinéa b) du paragraphe 8.1, un transfert partiel de celui-ci est possible sans dissolution du rapport de prévoyance.

- 8.2. Le retrait anticipé de prestations de vieillesse est en outre possible pour:
- a) l'acquisition et la construction d'un logement en propriété pour ses propres besoins ;
 - b) les participations à la propriété d'un logement pour ses propres besoins ;
 - c) le remboursement de prêts hypothécaires.

Dans ce cas, un retrait partiel sans dissolution de la relation de prévoyance est également possible. Un tel retrait anticipé peut être demandé tous les cinq ans.

Les notions de propriété du logement, de participations et de besoins propres sont définies aux articles 2 à 4 de l'ordonnance du 3 octobre 1994 sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle.

9. Ordre des bénéficiaires

- 9.1. Les personnes suivantes sont admises comme bénéficiaires:
- a) en cas de vie, le preneur de prévoyance;
 - b) après son décès, les personnes suivantes, dans l'ordre qui suit:
 - 1) le conjoint ou le partenaire enregistré survivant ;
 - 2) les descendants directs ainsi que les personnes physiques à l'entretien desquelles la personne décédée subvenait de façon substantielle ou la personne qui a formé avec elle une communauté de vie ininterrompue d'au moins cinq ans immédiatement avant le décès ou qui doit subvenir à l'entretien d'un ou de plusieurs enfants communs;
 - 3) les parents;
 - 4) les frères et soeurs;
 - 5) les autres héritiers légaux ou institués par le preneur de prévoyance par disposition testamentaire et annoncés à la fondation.
- 9.2. Le preneur de prévoyance peut désigner une ou plusieurs personnes bénéficiaires parmi les bénéficiaires mentionnés dans le paragraphe 9.1, alinéa a), point 2), et préciser leurs droits.

- 9.3. Le preneur de prévoyance a en outre le droit de modifier l'ordre des bénéficiaires selon le paragraphe 9.1 alinéa a) a) point 3) à 1) et de préciser leurs droits.
- 9.4. Si le preneur de prévoyance ne précise pas les droits des bénéficiaires, la répartition entre plusieurs bénéficiaires de la même catégorie se fait par tête et à parts égales.
- 9.5. La fondation effectue le versement, avec effet libératoire, aux bénéficiaires qui ont été portés à sa connaissance.

10. Versement de l'avoir de prévoyance

- 10.1. En cas de dissolution anticipée du rapport de prévoyance par décès tel que défini dans le paragraphe 7 (respectivement dans le paragraphe 8), le(s) bénéficiaire(s), tel(s) que définis dans le paragraphe 9, est/sont en droit de demander à la fondation le versement de l'avoir de prévoyance.
- 10.2. Pour les preneurs de prévoyance mariés ou vivant en partenariat enregistré, les versements tels que définis dans le paragraphe 8.1 alinéa c) à d) ainsi que dans le paragraphe 8.2, la déclaration de consentement écrite du conjoint ou du partenaire enregistré est nécessaire. La fondation peut exiger une signature certifiée conforme par un notaire.
- 10.3. Le bénéficiaire fournit à la fondation toutes les informations nécessaires pour faire valoir son droit au versement de l'avoir de prévoyance et présente les documents et moyens de preuve demandés. La fondation se réserve le droit de procéder à des clarifications supplémentaires. En cas de litige sur la personne de l'ayant droit, la fondation est habilitée à retirer l'avoir de prévoyance conformément aux articles 96 et 472 ss. CO, aux conditions habituelles pour les dépôts à court terme.
- 10.4. La prestation est versée exclusivement sous la forme d'un paiement en espèces. Elle présuppose la réception et la vérification de tous les documents exigés par la fondation et l'éventuelle approbation du versement anticipé par la fondation conformément au paragraphe 8. En règle générale, le versement est effectué dans les 35 jours suivant la réalisation de ces conditions administratives.
- 10.5. Le versement de l'avoir de prévoyance est soumis à l'obligation de déclaration aux autorités fiscales, dans la mesure où des lois ou des instructions officielles de la Confédération et des cantons l'exigent. Pour les versements soumis à l'impôt à la source en vertu de la loi, celui-ci est déduit en amont du versement.

11. Cession, mise en gage et compensation

- 11.1. Toute cession, compensation ou mise en gage de droits à des prestations est nulle si elle est effectuée avant l'échéance. L'article 30b du LPP est réservé.
- 11.2. Une mise en gage du capital de prévoyance ou du droit à des prestations de prévoyance pour la propriété du logement du preneur de prévoyance est possible. Les articles 30b LPP, 331d CO et 8 à 10 de l'ordonnance sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle s'appliquent à cet effet. Pour les preneurs de prévoyance mariés ou vivant en partenariat enregistré, le consentement écrit du conjoint ou du partenaire enregistré est nécessaire pour la mise en gage. La fondation peut exiger une signature certifiée conforme par un notaire.
- 11.3. L'avoir de prévoyance peut être cédé en tout ou en partie au conjoint par le preneur de prévoyance ou attribué par le juge lorsque le régime matrimonial est dissous par le divorce ou en raison d'une autre circonstance (sauf en cas de décès). Le montant à transférer est versé à l'institution de prévoyance désignée par le conjoint ou à une autre institution au sens de l'article 1, alinéa 1, OPP 3; l'article 3 OPP 3 demeure réservé. Ce principe s'applique par analogie en cas de dissolution judiciaire du partenariat enregistré, lorsque les partenaires ont convenu que les biens seraient partagés conformément aux

dispositions relatives à la participation aux acquêts (article 25, alinéa 1, 2e phrase, de la loi fédérale du 18 juin 2004 sur le partenariat enregistré).

Obligations d'information et d'attestation

12. Changement d'adresse et modification des données personnelles

- 12.1. Le preneur de prévoyance informe la fondation de tout changement d'adresse et de données personnelles, y compris celles concernant les conditions personnelles de rendement des cotisations telles que définies dans le chapitre 5.1. Les éventuelles conséquences d'informations insuffisantes, tardives ou inexactes à ce sujet sont à la charge du preneur de prévoyance et/ou les bénéficiaires tels que définis dans le paragraphe 9.
- 12.2. Si, malgré des recherches, la fondation ne peut plus entrer en contact avec le preneur de prévoyance, les mesures prévues par les directives relatives au traitement des avoirs sans contact ou en déshérence auprès des banques suisses (directives NARILO) s'appliquent.

13. Communications, attestation

- 13.1. Les communications et l'envoi de pièces justificatives au preneur de prévoyance se font en principe sous forme numérique via l'application mobile ou, en plus, via le site web de la fondation ou par e-mail.
- 13.2. Le preneur de prévoyance reçoit chaque année de la part de la fondation un certificat relatif à son avoir de prévoyance ainsi qu'une attestation relative aux cotisations créditées (attestation fiscale).
- 13.3. Les justificatifs reçus par le bénéficiaire tel que défini dans le paragraphe 9 sont considérés comme approuvés s'ils ne sont pas contestés auprès de la fondation dans les 30 jours suivant leur envoi.

14. Traitement et utilisation des données

- 14.1. Le preneur de prévoyance autorise la fondation à transmettre ses données personnelles, y compris celles relatives à ses comptes de prévoyance, aux banques partenaires et aux prestataires de services externes de gestion et d'administration ainsi qu'à leurs mandataires, afin de fournir les services qu'il a demandés.
- 14.2. Lors de la conclusion d'une assurance de prévoyance-risque, le preneur de prévoyance autorise la fondation à échanger ses données personnelles avec la compagnie d'assurance.

Dispositions supplémentaires

15. Légitimation

- 15.1. Le preneur de prévoyance confirme son identité par sa signature sur la convention de prévoyance ou, en cas de conclusion par l'application mobile, sous forme numérique.
- 15.2. La fondation se réserve toutefois le droit de demander à la personne concernée de justifier de son identité en présentant une pièce d'identité officielle.
- 15.3. Le preneur de prévoyance conserve soigneusement ses moyens de légitimation, tels que ses mots de passe ou autres codes, et prend toutes les mesures de précaution pour éviter que des personnes non autorisées puissent y accéder.

16. Responsabilité

- 16.1. La fondation n'est pas responsable vis-à-vis des preneurs de prévoyance des éventuelles conséquences fiscales dues à l'absence de déductibilité des versements.
- 16.2. La fondation n'est pas responsable envers les preneurs de prévoyance ou les bénéficiaires des conséquences éventuelles résultant du non-respect par le preneur de prévoyance ou le bénéficiaire de ses obligations légales, contractuelles ou réglementaires.

17. Frais

La fondation peut facturer au preneur de prévoyance des frais pour la détention, la garde et la gestion de la fortune de prévoyance ainsi que pour des prestations spéciales. Ces frais sont fixés par la fondation dans un règlement concernant les frais.

Dispositions finales

18. Changements législatifs

Les éventuelles modifications des dispositions légales respectives (lois, ordonnances, etc.) sur lesquelles se base le règlement ou auxquelles il renvoie demeurent réservées. De telles modifications s'appliquent au règlement et à la convention de prévoyance dès leur entrée en vigueur.

19. Modifications du règlement

- 19.1. La fondation peut à tout moment et de sa propre initiative modifier le présent règlement. Les modifications sont soumises à l'autorité de surveillance et communiquées au preneur de prévoyance de manière appropriée.

20. Droit applicable, juridiction compétente

- 20.1. Toutes les relations juridiques du preneur de prévoyance avec la fondation sont soumises au droit suisse.
- 20.2. En ce qui concerne la juridiction compétente pour les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application des dispositions du règlement et/ou de la convention de prévoyance, l'article 73 alinéa 3 LPP s'applique

21. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 15 juillet 2021.

Glaris, le 15 juillet 2021

Le conseil d'administration de la fondation

Retrouvez la version actuelle du règlement de prévoyance à l'adresse suivante: www.bench.ch

Vorsorgereglement

Definitionen

App: Mobile- oder Web-Applikation zur Eröffnung und Verwaltung von Vorsorgelösungen (bspw. «bench») durch den Vorsorgenehmer.

Beitrag: Die dem Vorsorgekonto gutgeschriebene Einzahlung, welche im Rahmen der Vorsorgevereinbarung als Spareinlage angelegt wird.

BVG: Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge.

BVV 2: Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge.

BVV 3: Verordnung über die Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen.

Einzahlung: Zahlung des Vorsorgenehmers an die Stiftung.

Garantiebetrag: Durch die jeweilige Bank versprochene minimale Höhe der Vorsorgeleistung zum Vorsorgezeitpunkt für die von der Stiftung bei der Bank im Rahmen der gebundenen Vorsorgevereinbarung angelegten Spareinlagen mit variabler Verzinsung (gemäss Ziffer 6.2), ausgedrückt in Schweizer Franken.

Garantiehöhe: Wert in Prozent aus dem sich bei Gutschrift eines Beitrags auf dem Vorsorgekonto der Garantiebetrag der jeweils angelegten Spareinlage ergibt.

Mitwirkende Banken: Banken, bei welchen im Rahmen der Vorsorgevereinbarung Vorsorgegelder als Spareinlagen angelegt werden.

OR: Obligationenrecht.

Referenzwert: Rechnerisch ermittelter Referenzwert, welcher auf der Wertentwicklung von liquiden Kapitalanlagen basiert und zusätzlich mit einem Mechanismus zur Kontrolle der Wertschwankungen am Kapitalmarkt versehen ist.

Reglement: Vorliegendes Vorsorgereglement.

Spareinlage: Als Einlage bei einer mitwirkenden Bank angelegte Vorsorgegelder.

Stiftung: Vorsorgestiftung «Stiftung Bench 3a».

Vorsorgevereinbarung: Vorsorgevereinbarung über die gebundene Selbstvorsorge (Säule 3a), mittels derer der Vorsorgenehmer die Stiftung mit der Eröffnung und Führung eines Vorsorgekontos beauftragt.

Vorsorgekonto: Konto für die gebundene Selbstvorsorge (Säule 3a), welches die Stiftung im Rahmen der Vorsorgevereinbarung zu Gunsten des Vorsorgenehmers führt.

Vorsorgenehmer: Person, die mit der Stiftung eine Vorsorgevereinbarung abgeschlossen hat.

Vorsorgezeitpunkt: Zeitpunkt, an dem die Garantie zum Tragen kommt; ohne abweichende Vereinbarung zwischen Stiftung und Vorsorgenehmer entspricht dieser dem Erreichen des ordentlichen AHV-Rentenalters bei Abschluss der Vorsorgevereinbarung.

Vorzeitige Abwicklung: Vorzeitige Beendigung der Anbindung an den Referenzwert von Spareinlagen mit variabler Verzinsung. Die vorzeitige Beendigung erfolgt im Hinblick auf die teilweise bzw. vollständige Auszahlung oder Übertragung von Vorsorgeguthaben vor dem Vorsorgezeitpunkt.

Begriffe, für die im Reglement die männliche Form gewählt wurde, beziehen sich nichtsdestoweniger auf Angehörige beider Geschlechter.

Allgemeine Bestimmungen

1. Zweck

- 1.1. Die «Stiftung Bench 3a» bezweckt die Durchführung der gebundenen, individuellen Vorsorge im Sinne von Art. 82 BVG zu Gunsten von privaten Vorsorgenehmern und deren Hinterlassenen.
- 1.2. Das vorliegende Reglement regelt die Rechte und Pflichten des einzelnen Vorsorgenehmers bzw. Anspruchsberechtigten gegenüber der Stiftung.

2. Vorsorgevereinbarung

- 2.1. Durch Abschluss einer Vorsorgevereinbarung wird ein Vorsorgekonto eröffnet. Es ist möglich, mehrere Vorsorgevereinbarungen abzuschliessen.
- 2.2. Eine Vorsorgevereinbarung abschliessen kann, wer erwerbstätig und in der 1. Säule (AHV/IV) versichert ist oder ein gebundenes Vorsorgeguthaben überträgt.
- 2.3. Die Stiftung kann dem Vorsorgenehmer die Möglichkeit gewähren, seine persönliche Vorsorge durch den Abschluss einer Risiko-Vorsorgeversicherung zu ergänzen.
- 2.4. Das Vorsorgeverhältnis erlischt mit der Schliessung des zugehörigen Vorsorgekontos.
- 2.5. Der Vorsorgenehmer hat keinen Anspruch auf das freie Stiftungsvermögen.

3. Vorsorgekonten

- 3.1. Die Stiftung eröffnet und führt im Namen jedes Vorsorgenehmers ein oder mehrere Vorsorgekonten. Die Vorsorgekonten dienen ausschliesslich und unwiderruflich der gebundenen Selbstvorsorge des Vorsorgenehmers. Jedes Vorsorgekonto begründet ein separates Vorsorgeverhältnis.
- 3.2. Die Vorsorgegelder werden entsprechend den Instruktionen des Vorsorgenehmers für das jeweilige Vorsorgekonto bei einer oder mehreren der mitwirkenden Banken als Spareinlagen angelegt.
- 3.3. Bei Liquidation des Vorsorgeguthabens auf einem Vorsorgekonto wird Letzteres geschlossen. Die Stiftung ist zudem berechtigt, jedoch nicht verpflichtet, ohne zusätzliche Kosten Vorsorgekonten zu schliessen, falls diese im Laufe eines gesamten Steuerjahres keinen positiven Saldo aufweisen.

4. Mitwirkende Banken

- 4.1. Die mitwirkenden Banken werden in geeigneter Weise bekannt gegeben, z. B. durch Bekanntmachung in der App oder auf der Website der Stiftung.

Beiträge

5. Höhe und Voraussetzungen der Beitragsleistungen

- 5.1. Der Vorsorgenehmer kann Beiträge leisten, solange er in der Schweiz AHV-pflichtige Erwerbs- oder Erwerbssersatzeinkünfte erzielt.
Ist der Vorsorgenehmer beispielsweise vorübergehend arbeitslos, kann er weiterhin Beiträge an die Stiftung leisten, solange er Entschädigungen der Arbeitslosenversicherung erhält.
- 5.2. Der Vorsorgenehmer kann Höhe und Zeitpunkt der Einzahlungen bis zum gemäss Art. 7 Abs. 1 BVV 3 jährlich zulässigen steuerlich abzugsfähigen Betrag frei bestimmen. Der zulässige Betrag gilt gesamthaft über sämtliche Vorsorgeverhältnisse der Säule 3a.
Allenfalls überhöhte Beiträge werden entsprechend den Anweisungen der Steuerbehörden zurückerstattet. Auf überhöhten Beiträgen besteht kein Zinsanspruch; allenfalls realisierte Wertverluste trägt der Vorsorgenehmer. Für die Abwicklung der Rückzahlung überhöhter Beiträge bei variabler Verzinsung gilt Ziffer 6.2.5 sinngemäss.
Einzahlungen werden nur in der Form von Bareinlagen entgegengenommen. Der Stiftung steht es frei, Einzahlungen abzulehnen.
- 5.3. Einzahlungen werden grundsätzlich erst mit deren Gutschrift auf dem Vorsorgekonto steuerlich abzugsfähig. Um steuerlich abzugsfähig zu werden, müssen Einzahlungen rechtzeitig eintreffen, so dass sie noch vor Abschluss des jeweiligen Kalenderjahres als Beitrag auf dem Vorsorgekonto gutgeschrieben werden können. Eine rückwirkende Gutschrift von Beiträgen ist ausgeschlossen.

Kontosparen

6. Verzinsung

6.1. Verzinsung mit festem Zinssatz («feste Verzinsung»)

Bei der Verzinsung mit festem Zinssatz werden die in Form von Spareinlagen gehaltenen Vorsorgeguthaben zum periodisch durch die jeweilige mitwirkende Bank festgesetzten Zinssatz verzinst.

Der aktuelle Zinssatz wird in geeigneter Weise bekannt gegeben, z. B. durch Bekanntmachung in der App oder auf der Website der Stiftung.

6.2. Variable Verzinsung mit Referenzwert und Garantie zum Vorsorgezeitpunkt («variable Verzinsung»)

- 6.2.1. Bei der variablen Verzinsung mit Referenzwert und Garantie zum Vorsorgezeitpunkt verzinst die mitwirkende Bank die in Form von Spareinlagen gehaltenen Vorsorgeguthaben basierend auf den Veränderungen des Referenzwertes und des aktuellen Zeitwertes des Garantiebetrages.

Bei der variablen Verzinsung mit Referenzwert und Garantie zum Vorsorgezeitpunkt verzinst die mitwirkende Bank die in Form von Spareinlagen gehaltenen Vorsorgeguthaben basierend auf den Veränderungen des Referenzwertes und des aktuellen Zeitwertes des Garantiebetrages.

Die Veränderung des Vorsorgeguthabens wird regelmässig ermittelt und dem Vorsorgekonto des Vorsorgenehmers gutgeschrieben bzw. belastet.

Die Anbindung an den Referenzwert wird innerhalb von 13 Monaten vor dem Vorsorgezeitpunkt beendet. Ab diesem Zeitpunkt erfolgt die Verzinsung des Vorsorgeguthabens mit fester Verzinsung gemäss Ziffer 6.1.

- 6.2.2. Der Garantiebtrag wird zum Zeitpunkt der Gutschrift der jeweiligen Einzahlung bzw. der jeweiligen übertragenen Guthaben auf dem Vorsorgekonto bestimmt. Er ergibt sich aus der Garantiehöhe der vom

Vorsorgenehmer ausgewählten Einlagenvariante multipliziert mit dem bei der mitwirkenden Bank angelegten Betrag.

- 6.2.3. Der Vorsorgenehmer wählt in der App aus den verfügbaren Einlagevarianten nach Ziffer 6.2.4 die von ihm gewünschte aus. Die Gutschrift von Einzahlungen bzw. übertragenen Guthaben auf dem Vorsorgekonto erfolgt, wenn die gewählte Einlagevariante bei Verarbeitung der eingegangenen Einzahlung weiterhin verfügbar ist.

Wenn die gewählte Einlagenvariante bei Verarbeitung der eingegangenen Einzahlung nicht mehr verfügbar ist, erfolgt keine Gutschrift auf dem Vorsorgekonto. In diesem Fall erhält der Vorsorgenehmer eine Aufforderung via App oder in anderer geeigneter Form, innerhalb einer bestimmten Frist eine verfügbare Einlagenvariante nach Ziffer 6.2.4. auszuwählen. Erfolgt innert dieser Frist keine neue Auswahl durch den Vorsorgenehmer, wird die Einzahlung abgelehnt und zurückgezahlt.

Im Fall, dass bei der Übertragung von Guthaben aus einer anderen anerkannten Vorsorgeform die gewählte Einlagevariante bei Verarbeitung des übertragenen Guthabens nicht mehr verfügbar ist, eröffnet die Stiftung ein weiteres, separates Vorsorgekonto, auf das die Gutschrift des übertragenen Guthabens erfolgt. Auf diesem Vorsorgekonto erfolgt die Anlage zunächst in Spareinlagen mit fester Verzinsung nach Ziffer 6.1. bei von der Stiftung ausgewählten mitwirkenden Banken. Sobald die nach Ziffer 6.2.4. ausgewählte Einlagenvariante wieder verfügbar ist, erfolgt die entsprechende Anlage mit variabler Verzinsung.

- 6.2.4. Die jeweils aktuell verfügbaren Einlagevarianten mit deren Garantiehöhe, Referenzwert und Aufteilung der Einlagen auf die mitwirkenden Banken werden in geeigneter Weise bekannt gegeben und dem Vorsorgenehmer zur Auswahl gestellt, z. B. in der App oder auf der Website der Stiftung.
- 6.2.5. Bei vorzeitiger Abwicklung kann der Abwicklungsbetrag je nach Entwicklung der Geld- und Kapitalmärkte über, jedoch auch unter dem Garantiebtrag liegen. Die vorzeitige Abwicklung erfolgt nach vorgängiger Prüfung der Zulässigkeit der Auszahlung oder Übertragung des Vorsorgeguthabens. Die Verzinsung zwischen vorzeitiger Abwicklung und Auszahlung erfolgt mit fester Verzinsung gemäss Ziffer 6.1. Erfolgt nur für einen Teil des Vorsorgeguthabens eine vorzeitige Abwicklung, bleibt der Garantiebtrag anteilmässig im Verhältnis des verbleibenden zum ursprünglichen Vorsorgeguthaben bestehen.
- 6.2.6. Die mitwirkenden Banken können in Ausnahmefällen zwecks Wahrung der Garantie die weitere variable Verzinsung der Vorsorgeguthaben auf Basis des durch die jeweilige Bank ermittelten risikofreien Marktzinses mit Laufzeit bis zum Vorsorgezeitpunkt vornehmen. Der Garantiebtrag gemäss Ziffer 6.2.2. wird dadurch nicht verändert.

Vorsorgeleistungen

7. Vorsorgedauer

- 7.1. Die Vorsorgevereinbarung endet regulär mit dem Erreichen des ordentlichen AHV-Rentenalters des Vorsorgenehmers. Weist der Vorsorgenehmer rechtzeitig nach, dass er weiterhin erwerbstätig ist, kann der Bezug bis höchstens fünf Jahre nach Erreichen des ordentlichen AHV-Rentenalters aufgeschoben werden. Der Vorsorgenehmer hat das Recht, die Auflösung der Vorsorgevereinbarung frühestens fünf Jahre vor Erreichen des ordentlichen AHV-Rentenalters zu verlangen. Die Vereinbarung endet bei Tod des Vorsorgenehmers vorzeitig und führt zur vorzeitigen Auflösung des Vorsorgeverhältnisses.
- 7.2. Erhält die Stiftung innert 30 Werktagen nach der regulären Beendigung der Vorsorgevereinbarungen oder infolge des Todes des Vorsorgenehmers keinen Antrag auf Auszahlung bzw. keine genauen Anweisungen, auf welches Privatkonto sie das Vorsorgeguthaben überweisen soll, ist die Stiftung befugt, das Vorsorgeguthaben auf ein gewöhnliches Bankkonto, welches bei einer Bank mit den für

Bankkonten gewöhnlich geltenden Bedingungen zu Gunsten des Begünstigten eröffnet wird, zu übertragen.

8. Vorbezug

8.1. Die vorzeitige Ausrichtung der Altersleistungen ist möglich bei Auflösung des Vorsorgeverhältnisses aus einem der nachstehenden Gründe:

- a) wenn der Vorsorgenehmer eine ganze Invalidenrente der Eidgenössischen Invalidenversicherung bezieht und das Invaliditätsrisiko nicht versichert ist;
- b) wenn der Vorsorgenehmer das Vorsorgeguthaben
 - 1) für den Einkauf in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung verwendet oder
 - 2) in eine andere anerkannte Vorsorgeform überträgt;
- c) wenn der Vorsorgenehmer seine bisherige selbständige Erwerbstätigkeit aufgibt und eine wesentlich andersartige selbständige Erwerbstätigkeit aufnimmt;
- d) wenn die Vorsorgeeinrichtung nach Art. 5 des Freizügigkeitsgesetzes vom 17. Dezember 1993 zur Barauszahlung verpflichtet ist.

Bei Verwendung des Vorsorgeguthabens für einen vollständigen Einkauf im Sinne von Buchst. b) Pkt. 1 ist eine teilweise Übertragung desselben ohne Auflösung des Vorsorgeverhältnisses möglich.

8.2. Die vorzeitige Ausrichtung von Altersleistungen ist überdies möglich für:

- a) Erwerb und Erstellung von Wohneigentum zum Eigenbedarf;
- b) Beteiligungen am Wohneigentum zum Eigenbedarf;
- c) Rückzahlung von Hypothekendarlehen.

In diesem Falle ist auch ein teilweiser Bezug ohne Auflösung des Vorsorgeverhältnisses möglich. Ein solcher Vorbezug kann alle fünf Jahre geltend gemacht werden.

Die Begriffe Wohneigentum, Beteiligungen und Eigenbedarf richten sich nach den Artikeln 2-4 der Verordnung vom 3. Oktober 1994 über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge.

9. Begünstigtenordnung

9.1. Als Begünstigte sind folgende Personen zugelassen:

- a) im Erlebensfall der Vorsorgenehmer;
- b) nach dessen Ableben die folgenden Personen in nachstehender Reihenfolge:
 - 1) der überlebende Ehegatte bzw. eingetragene Partner;
 - 2) die direkten Nachkommen sowie die natürlichen Personen, die von der verstorbenen Person in erheblichem Masse unterstützt worden sind, oder die Person, die mit dieser in den letzten fünf Jahren bis zu ihrem Tod ununterbrochen eine Lebensgemeinschaft geführt hat oder die für den Unterhalt eines oder mehrerer gemeinsamer Kinder aufkommen muss;
 - 3) die Eltern;
 - 4) die Geschwister;
 - 5) die übrigen gesetzlichen oder vom Vorsorgenehmer durch letztwillige Verfügung eingesetzten und der Stiftung gemeldeten Erben.

9.2. Der Vorsorgenehmer kann eine oder mehrere begünstigte Personen unter den in Ziffer 9.1. Buchst. a) Pkt. 2) genannten Begünstigten bestimmen und deren Ansprüche näher bezeichnen.

- 9.3. Der Vorsorgenehmer hat zudem das Recht die Reihenfolge der Begünstigten nach Ziffer 9.1 Buchst. a) Pkt. 3) bis 1) zu ändern und deren Ansprüche näher zu bezeichnen.
- 9.4. Sofern der Vorsorgenehmer die Ansprüche der Begünstigten nicht näher bezeichnet, erfolgt die Aufteilung unter mehreren Begünstigten derselben Kategorie nach Köpfen zu gleichen Teilen.
- 9.5. Die Stiftung leistet mit befreiender Wirkung an die ihr bekannten Begünstigten.

10. Auszahlung des Vorsorgeguthabens

- 10.1. Bei vorzeitiger Auflösung des Vorsorgeverhältnisses durch Tod gemäss Ziffer 7. bzw. gemäss Ziffer 8. ist/sind der/die Begünstigte/n gemäss Ziffer 9. berechtigt, bei der Stiftung die Auszahlung des Vorsorgeguthabens zu verlangen.
- 10.2. Bei verheirateten oder in eingetragener Partnerschaft lebenden Vorsorgenehmern ist für Auszahlungen gemäss Ziffer 8.1 Buchst. c) bis c) sowie gemäss Ziffer 8.2 die schriftliche Zustimmungserklärung des Ehegatten oder des eingetragenen Partners erforderlich. Die Stiftung kann eine amtlich beglaubigte Unterschrift verlangen.
- 10.3. Der Begünstigte macht der Stiftung sämtliche für die Geltendmachung des Anspruchs auf Auszahlung des Vorsorgeguthabens notwendigen Angaben und legt die verlangten Dokumente und Beweismittel vor. Die Stiftung behält sich vor, weitere Abklärungen zu treffen. Bei Streitigkeiten über die Person des Anspruchsberechtigten ist die Stiftung befugt, das Vorsorgeguthaben gemäss Art. 96 und 472 ff. OR zu den für kurzfristige Einlagen üblichen Bedingungen zu hinterlegen.
- 10.4. Die Leistung wird ausschliesslich in Form einer Barauszahlung erbracht. Sie setzt den Empfang und die Prüfung sämtlicher von der Stiftung verlangter Unterlagen und die allfällige Genehmigung der Stiftung des Vorbezugs nach Ziffer 8. voraus. Die Auszahlung erfolgt in der Regel innerhalb von 35 Tagen ab Erfüllung dieser administrativen Voraussetzungen.
- 10.5. Die Auszahlung des Vorsorgeguthabens unterliegt der Meldepflicht an die Steuerbehörden, soweit es Gesetze oder behördliche Anordnungen von Bund und Kantonen verlangen. Für Zahlungen, die von Gesetzes wegen der Quellensteuer unterliegen, wird diese vorgängig abgezogen.

11. Abtretung, Verpfändung und Verrechnung

- 11.1. Eine Abtretung, Verrechnung oder Verpfändung von Leistungsansprüchen ist nichtig, falls sie vor der Fälligkeit getätigt wird. Vorbehalten bleibt Art. 30b BVG.
- 11.2. Eine Verpfändung des Vorsorgekapitals oder des Anspruchs auf Vorsorgeleistungen für das Wohneigentum des Vorsorgenehmers ist möglich. Es gelten hierfür die Art. 30b BVG, Art. 331d OR und Art. 8 bis 10 der Verordnung über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge. Bei verheirateten oder in eingetragener Partnerschaft lebenden Vorsorgenehmern ist für die Verpfändung die schriftliche Zustimmung des Ehegatten oder eingetragenen Partners notwendig. Die Stiftung kann eine amtlich beglaubigte Unterschrift verlangen.
- 11.3. Das Vorsorgeguthaben kann dem Ehegatten ganz oder teilweise vom Vorsorgenehmer abgetreten oder vom Richter zugesprochen werden, wenn der Güterstand durch Scheidung oder aufgrund eines anderen Umstandes (ausser im Todesfall) aufgelöst wird. Der zu übertragende Betrag wird an die vom Ehegatten bezeichnete Vorsorgeeinrichtung oder an eine andere Einrichtung im Sinne von Art. 1 Abs. 1 BVV 3 überwiesen; vorbehalten bleibt Art. 3 BVV 3. Dieses Prinzip gilt sinngemäss im Falle einer gerichtlichen Auflösung der eingetragenen Partnerschaft, wenn die Partner vereinbart haben, dass das Vermögen gemäss den Bestimmungen über die Errungenschaftsbeteiligung geteilt wird (Art. 25 Abs. 1 zweiter Satz des Bundesgesetzes vom 18. Juni 2004 über die eingetragene Partnerschaft).

Informations- und Bescheinigungspflichten

12. Änderungen der Adresse und der Personalien

- 12.1. Der Vorsorgenehmer informiert die Stiftung über Änderungen der Adresse und der Personalien, inklusive der persönlichen Voraussetzungen zur Beitragsleistung nach Ziffer 5.1. Allfällige Folgen ungenügender, verspäteter oder ungenauer diesbezüglicher Angaben tragen der Vorsorgenehmer und/oder die Begünstigten gemäss Ziffer 9.
- 12.2. Kann die Stiftung trotz Nachforschung nicht mehr mit dem Vorsorgenehmer in Kontakt treten, kommen die Massnahmen, welche in den Richtlinien über die Behandlung kontakt- und nachrichtenloser Vermögenswerte bei Schweizer Banken (NARILLO-Richtlinien) vorgesehen sind, zur Anwendung.

13. Mitteilungen, Bescheinigung

- 13.1. Mitteilungen und Versand von Belegen an den Vorsorgenehmer erfolgen grundsätzlich digital über die App oder zusätzlich via Website der Stiftung oder E-Mail.
- 13.2. Der Vorsorgenehmer erhält von der Stiftung jährlich einen Ausweis über sein Vorsorgeguthaben sowie eine Bescheinigung über die gutgeschriebenen Beiträge (Steuerbescheinigung).
- 13.3. Die vom Begünstigten gemäss Ziffer 9 empfangenen Belege gelten als genehmigt, wenn sie nicht innerhalb von 30 Tagen ab Zustellung bei der Stiftung beanstandet werden.

14. Verarbeitung und Verwendung von Daten

- 14.1. Der Vorsorgenehmer ermächtigt die Stiftung, seine personenbezogenen Daten, einschliesslich jener bezüglich seiner Vorsorgekonten, den mitwirkenden Banken und externen Dienstleistern für Verwaltung und Administration sowie deren Beauftragten zu übermitteln, um die von ihm gewünschten Dienstleistungen zu erbringen.
- 14.2. Bei Abschluss einer Risiko-Vorsorgeversicherung ermächtigt der Vorsorgenehmer die Stiftung, seine persönlichen Daten mit der Versicherungsgesellschaft auszutauschen.

Weitere Bestimmungen

15. Legitimation

- 15.1. Der Vorsorgenehmer bestätigt seine Identität mit seiner Unterschrift auf der Vorsorgevereinbarung oder bei Abschluss durch die App in digitaler Form.
- 15.2. Vorbehalten bleibt jedoch das Recht der Stiftung, den Betroffenen aufzufordern, sich mittels Vorlage eines amtlichen Ausweises zu legitimieren.
- 15.3. Der Vorsorgenehmer bewahrt seine Legitimationsmittel wie Passwörter oder Codes sorgfältig auf und trifft alle Vorsichtsmassnahmen, um zu verhindern, dass Unberechtigte darauf zugreifen können.

16. Haftung

- 16.1. Die Stiftung haftet gegenüber den Vorsorgenehmern nicht für allfällige Steuerfolgen aufgrund fehlender Abzugsfähigkeit von Einzahlungen.
- 16.2. Die Stiftung haftet gegenüber den Vorsorgenehmern bzw. den Begünstigten nicht für allfällige Folgen, die sich aus der Nichterfüllung von gesetzlichen, vertraglichen oder reglementarischen Verpflichtungen seitens des Vorsorgenehmers bzw. Begünstigten ergeben.

17. Gebühren

Die Stiftung kann dem Vorsorgenehmer Gebühren für das Halten, die Verwahrung und die Verwaltung des Vorsorgevermögens sowie für Sonderleistungen verrechnen. Diese werden von der Stiftung in einem Gebührenreglement geregelt.

Schlussbestimmungen

18. Gesetzliche Änderungen

Allfällige Änderungen der jeweiligen gesetzlichen Bestimmungen (Gesetze, Verordnungen usw.), die dem Reglement zugrunde liegen oder auf welche es verweist, bleiben vorbehalten. Solche Änderungen sind ab ihrem Inkrafttreten auf das Reglement und die Vorsorgevereinbarung anwendbar.

19. Reglementsänderungen

19.1. Die Stiftung kann das vorliegende Reglement jederzeit und von sich aus ändern. Die Änderungen werden der Aufsichtsbehörde eingereicht und dem Vorsorgenehmer in geeigneter Weise bekannt gegeben.

20. Anwendbares Recht, Gerichtsstand

20.1. Alle Rechtsbeziehungen des Vorsorgenehmers mit der Stiftung unterstehen schweizerischem Recht.

20.2. Hinsichtlich des Gerichtsstandes für Streitigkeiten betreffend die Auslegung und Anwendung der Bestimmungen des Reglements und/oder der Vorsorgevereinbarung gilt Art. 73 Abs. 3 BVG.

21. Inkrafttreten

Das vorliegende Reglement tritt am 15. Juli 2021 in Kraft.

Glarus, 15. Juli 2021
Der Stiftungsrat

Die jeweils aktuelle Version des Vorsorgereglements befindet sich auf www.bench.ch